

## À PARTIR DE BÉJAÏA

## Ouyahia s'en prend au MAK et plaide pour la décentralisation de la décision

**C'est devant une salle clairsemée et dans une ambiance très froide, sans youyous, ni applaudissements que Ahmed Ouyahia, le secrétaire général du RND, a pris la parole, hier, à la Maison de la culture de Béjaïa, pour développer les grandes lignes du programme de son parti pour les législatives du 4 mai prochain.**

Un programme électoral qui s'articule, a-t-il déroulé, autour de la préservation de l'unité nationale, de la sécurité et la stabilité du pays, le renforcement de l'économie nationale, l'amélioration de la politique sociale et la bonne gouvernance.

Ahmed Ouyahia souligne d'emblée que «la stabilité, la sécurité et l'unité du pays doivent être préservées afin de relever les défis qui attendent le pays pour le renforcement de son développement économique». Le secrétaire général du RND s'en prendra ensuite violemment sans le citer nommément au MAK. Ahmed Ouyahia est remonté jusqu'à l'insurrection de 1871 par Cheikh Aheddad et l'histoire de la guerre de Libération nationale pour mettre en exergue «le rôle important de la Kabylie dans le combat pour la sauvegarde et la défense de l'identité nationale». «Nos ancêtres se sont battus pour toute l'Algérie et non pour une seule région. Cheikh

Aheddad et avant lui dans cette région de Béjaïa pour défendre l'islam et plus tard durant la guerre de Libération à l'instar du Colonel Amirouche, dans nos montagnes, ils se sont soulevés pour défendre et libérer tout le pays. L'Algérie est une et indivisible. Le pays n'est pas sous domination étrangère pour réclamer son indépendance», martèle en substance Ouyahia alertant sur «les menaces de fragmentation du pays dirigées de l'étranger visant à le replonger dans les mêmes travers que dans les années 1963, la décennie noire et le printemps noir avec ses conséquences sur le retard dans le développement dans la région», fait-il remarquer dans son intervention entièrement en kabyle pour la circonstance.

Abordant le point lié au renforcement de l'économie nationale, le patron du RND pense qu'il faut réorienter cette politique de développement en tenant compte des nou-



Ahmed Ouyahia, SG du RND.

velles contraintes imposées par la baisse des revenus pétroliers. Pour le secrétaire général du RND, il n'est plus possible de continuer à fonctionner avec la même politique économique observée à l'époque où le baril de pétrole se vendait à plus de 100 dollars.

Il soutiendra à ce sujet que la nouvelle politique économique proposée par son parti «vise l'émergence de nouveaux relais de croissance comme l'industrie, l'agricultu-

re et l'économie». Ouyahia a appelé à plus de facilités pour les investisseurs afin de créer plus de richesses. Pour ce faire, le patron du RND a défendu l'application de la politique de la décentralisation du pouvoir de décision pour faciliter ainsi l'acte d'investissement. Dans son discours de campagne, le secrétaire général du RND a plaidé ensuite en faveur d'une politique «d'austérité» qui touchera, tient-il à préciser, «les dépenses de luxe de

l'Etat essentiellement mais épargnera l'investissement et la politique sociale».

S'agissant de la politique sociale de son parti, le secrétaire général du RND estime qu'il «faut en finir avec le subventionnement des prix». Pour les plus démunis, le secrétaire général propose «le versement direct d'une somme d'argent».

Il préconise aussi de fixer le seuil d'accès au logement social à 70 000 DA au lieu des 24 000 DA et les célibataires doivent bénéficier d'un quota à part. Toujours à propos de logement, le secrétaire général du RND propose l'aide de l'Etat aux citoyens qui louent un logement. «La loi le permet», a-t-il encore précisé.

Il convient de signaler que le secrétaire général du RND n'a pas manqué au passage d'égratigner son allié de la coalition présidentielle, Ould-Abbès du FLN en infirmant sa déclaration faite à partir de Béjaïa annonçant que la pose de la première pierre du CHU interviendra prochainement. «La réalisation du CHU est gelée pour cause de manque de financement suite à la chute du prix de pétrole», tranche Ahmed Ouyahia.

A. Kersani

AFFAIRE DES  
CANDIDATS «SANS VISAGE»

## Derbal accuse la presse

Le président de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections (HIISE) était hier, mercredi, à Tizi-Ouzou. Dans une conférence de presse, tenue au terme de sa visite, pour s'enquérir des conditions de travail au sein de l'instance locale de surveillance, Abdelouahab Derbal a fait part de sa satisfaction du service accompli à Tizi-Ouzou par les membres de cette instance de wilaya de surveillance des élections.

Pour le président de la HIISE, les dépassements enregistrés durant la campagne électorale pour les législatives du 4 mai 2017 sont à mettre sur le compte du manque de maturité politique chez certains candidats.

La presse n'a pas échappé aux critiques de M. Derbal. Il reprochera à celle-ci d'avoir amplifié le problème des candidates dont les visages sont masqués sur les affiches électorales. «Une anomalie» dont s'est saisie la presse soucieuse de «vendre plus», selon le président de la HIISE qui a conseillé aux journalistes d'éviter ce genre de pratiques qui peuvent nuire à la vie politique.

Sur le financement occulte de la campagne électorale chez les partis, le président de la HIISE a avoué qu'il est difficile de contrôler l'usage de l'argent sale en politique dans un pays comme l'Algérie où le marché est dominé par l'économie informelle. S'il reconnaît l'existence d'atteintes aux règles du déroulement de la campagne électorale, le président de la HIISE les minimise, car ne prêtant pas à «l'inquiétude» et restent dans «les limites de l'acceptable».

Rétorquant aux partis qui agitent le spectre de la fraude, M. Derbal pense que c'est la transparence qui fait peur à ces partis. Il s'est dit, néanmoins, rassurant sur la mise en place d'un arsenal de mesures à même d'assurer le déroulement d'un scrutin propre et sans fraude. Accompagné du wali de Tizi Ouzou, A. Derbal a visité le centre de contrôle de la Drag où un point de situation lui a été présenté sur le déroulement de la campagne électorale.

A ce sujet, les indications données à M. A. Derbal parlent d'un faible taux d'exploitation par rapport à la moyenne nationale des espaces et des sites réservés pour l'affichage et les salles de meeting, le taux d'exploitation est considéré faible à l'échelle nationale.

S. A. M.

## LOUISA HANOUNE À BÉJAÏA :

## «La politique d'austérité met le pays dans une impasse politique grave»

**«Votre présence massive au meeting est un acte de résistance dans un contexte de démobilisation politique provoquée par la dégradation des conditions sociales du peuple», a lancé d'emblée à ses partisans Louisa Hanoune, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), dans son intervention lors du meeting animé à la Maison de la culture de Béjaïa.**

Devant une assistance nombreuse composée de militants et sympathisants qui ont fait visiblement le déplacement à Béjaïa de plusieurs régions du pays, Louisa Hanoune a estimé que la crise économique et la politique d'austérité adoptée par l'Etat ont créé «un climat de désespoir parmi les citoyens pour cause des lourdes factures qu'ils paient et la dégradation de leur pouvoir d'achat».

Dans son discours de campagne, la secrétaire générale du PT a souligné que son parti propose pour ces législatives «de véri-

tables solutions sociales et économiques pour sortir le pays de la crise». «La politique d'austérité imposée depuis 2014 au peuple met le pays dans une impasse politique (...) seul un pouvoir avec une base sociale peut sortir le pays de l'impasse où il est plongé et renouer des liens positifs entre le pouvoir et le peuple», a affirmé Louisa Hanoune en fustigeant la politique économique et sociale du pouvoir qui ne profite, selon elle, «qu'à une minorité de citoyens».

«La baisse vertigineuse de la rente pétrolière a mis à nu la véri-

table nature du système politique en place où se confondent l'argent et les affaires avec la politique. C'est un système politique malade qu'on ne peut soigner qui fait peser un grave danger sur la souveraineté nationale», juge Louisa Hanoune tout en affirmant que son parti milite pour «mettre fin à la médiocrité et la corruption qui gangrènent l'acte politique dans le pays».

Pour Louisa Hanoune, ces prochaines législatives constituent «une phase charnière et un rendez-vous avec le destin des Algériens et Algériennes» tout en appelant à la mobilisation des citoyens et ses militants pour le contrôle des opérations du vote car, selon elle, «il n'y a pas de garanties de transparence dans ces élections».

«Comment parler de transparence du scrutin alors que des moyens de l'UGTA, de l'UNFA et

autres organisations sont utilisés pour les candidats du système alors que des fonctionnaires candidats sur les autres listes ne sont pas autorisés à un congé pour les besoins de la campagne», dénonce Louisa Hanoune.

La secrétaire générale du PT a lancé dans la foulée un appel à une forte mobilisation populaire pour «imposer un changement démocratique, engager une nouvelle politique à même de mettre un terme aux violations répétées des lois constitutionnelles, lancer un système politique basé sur la lutte contre la corruption et mettre en place une véritable justice sociale», a martelé Louisa Hanoune avant d'appeler les citoyens à doter son parti «d'une majorité au Parlement pour combattre les inégalités et les injustices».

A. K.

## EN VUE DE LA NOUVELLE LÉGISLATURE

## Le siège de l'APN fait peau neuve

**Le siège de l'Assemblée populaire nationale fait sa toilette en vue d'accueillir les députés qui sortiront des urnes le 4 mai prochain.**

M. Kebci - Alger (Le Soir) - A quelques jours du scrutin législatif, l'hémicycle parlementaire fait l'objet de travaux de rénovation dans la perspective d'accueillir ses nouveaux locataires. Quoique parmi ces derniers, nombreux sont ceux qui connaissent déjà les lieux dans leurs moindres recoins, pour y avoir séjourné lors de la précédente mandature, certains y ont fait même racine pour cumul de plusieurs mandats. C'est ainsi que, comme en avril 2012, le siège de l'APN s'est transformé ces jours-ci en un chantier avec des travaux de rénovation qui touchent pour le moment la salle où se déroulent les plénières puisque

tous les anciens sièges verts ont été déboulonnés et jonchent les travées de l'Assemblée. L'on ne sait pas s'ils seront complètement remplacés ou se verront tout simplement retapisés avec changement éventuel de couleur. Des travailleurs s'affairaient, hier mercredi, à prendre des mesures sur les nombreuses colonnes qui soutiennent l'édifice en vue certainement d'un nouveau revêtement.

Du côté des députés sortants dont nombre briguent une autre mandature, ils se font rares dans l'hémicycle puisque se comptant sur les doigts d'une main. Lors de notre virée, nous n'avons croisé que six

parlementaires de divers bords idéologiques qui, comme il est facile de le deviner, n'ont pas été retenus, pour leur majorité, par leurs partis à l'occasion des élections législatives du week-end prochain. Seul un, de l'ex-parti unique, affirme avoir lui-même décliné l'offre de rempiler pour un autre mandat au moment où ses interlocuteurs ruminent ou presque de colère, eux qui n'ont pas été retenus ou mal placés dans les listes de leurs partis comme c'est le cas de l'un d'eux, une jeune femme.

Discutant à bâtons rompus de ces élections avec notamment l'absentéisme qui plane à l'horizon, mais aussi de leur enjeu et de la situation générale du pays, ces députés sortants regrettent pas mal de facettes qui caractérisent ces élections. Comme ce parti qui répugne officiel-

lement le nomadisme politique mais qui, dans les faits, le pratique en mettant en tête de l'une de ses listes un nouveau débarqué de l'ex-parti unique, ou encore ce jeune parti qui prône de nouvelles mœurs politiques mais qui emprunte au duo du pouvoir les pratiques qu'il ne cesse de dénoncer.

Nos interlocuteurs ont également évoqué avec la même amertume le renouvellement du personnel parlementaire qui se fait encore désirer, regrettant, dans ce sillage, que des cadres de partis politiques briguent d'énormes mandatures parlementaires, ne laissant point de chance aux autres. Ils ont également abordé la perspective de relancer sur des bases nouvelles l'association des anciens parlementaires.

M. K.